

# BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 19 – du 9 mai au 16 mai 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH  
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

## ZOOM : TERRITOIRES PALESTINIENS L'ENJEU DES POINTS DE PASSAGE COMMERCIAUX

**Les points de passage commerciaux depuis et vers les Territoires palestiniens sont marqués par des restrictions israéliennes majeures, qui érodent massivement la compétitivité des exportations palestiniennes.** Le coût moyen d'une transaction est 3 fois plus élevé pour une entreprise palestinienne que pour une entreprise israélienne, et la durée moyenne du processus d'importation est presque 4 fois plus longue. En outre, les restrictions et les fermetures des points de passage commerciaux depuis 2007 ont provoqué une rupture entre les marchés (intérieurs) de la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est d'une part et les marchés extérieurs d'autre part. Ces obstacles créent une relation asymétrique de dépendance à Israël, qui s'impose comme le principal partenaire commercial. La Banque Mondiale estime que la suppression des restrictions pourrait permettre de tripler la croissance de l'économie palestinienne.

**Plus de trois quarts de l'export palestinien est expédié par les ports israéliens.** Les exportations passent surtout à travers le port d'Ashdod, et, dans une moindre mesure, via le port de Haïfa. Selon une étude du Conseil palestinien des Transporteurs, les délais liés aux critères sécuritaires entraînent un surcoût moyen de 756 \$ par envoi. Depuis le déclenchement de la guerre, les exportateurs font face à une hausse supplémentaire des coûts (+30%).

**Le Pont d'Allenby est le seul point de passage international en Cisjordanie autorisé par les autorités israéliennes.** Le manque d'espace de stockage adéquat et de zones sous douane (« bonded areas ») près du pont conduit à un transfert des marchandises par camion au port d'Ashdod pour le stockage et le traitement, ce qui entraîne une augmentation des frais de transport ainsi que des délais rallongés. Aussi, malgré la signature d'un accord israélo-jordanien en 2021 en vue d'augmenter la part de la valeur des exportations jordaniennes vers la Palestine à 700 M\$ par an, le volume annuel du commerce entre la Jordanie et la Palestine en dépasse rarement la moitié. Depuis octobre 2023, les autorités israéliennes ont fermé le pont à plusieurs reprises à la circulation des biens et des personnes.

**Le point de passage de Karem Abu Salem est la voie commerciale entre Israël et la bande de Gaza,** par laquelle les matériaux de construction, les biens, le carburant et les denrées alimentaires sont acheminés. Le Ministère israélien de la Défense y prélève entre 70 et 200 \$ pour chaque camion israélien de marchandises entrant, ce qui aurait abouti à près de 15 M \$ de frais réglés depuis 2019. Alors que plus de 60% de l'aide à Gaza passait par ce terminal avant le déclenchement de la guerre, il a été fermé entre le 7 octobre et le 15 décembre 2023. Selon les Nations Unies, aucune aide n'a transité par ce point de passage depuis le début de la guerre.

**Depuis l'officialisation du point de passage de Rafah en 1979, après la signature des accords de paix entre l'Égypte et Israël, sa fermeture a été et son ouverture l'exception.** En vertu d'un accord en 2007 entre l'Égypte et Israël, les importations de Gaza doivent être approuvées par Israël. À la suite du 7 octobre 2023, Israël a déclaré Errez et Karem Abu Salem fermés jusqu'à nouvel ordre, faisant du poste frontière de Rafah le seul point d'entrée et de sortie de l'enclave et donc le seul point de passage pour l'aide humanitaire. Dans ce contexte, la prise de contrôle de Rafah par l'armée israélienne fait craindre une nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans l'enclave et entraîne par ailleurs des tensions avec l'Égypte.

LE CHIFFRE À RETENIR

**9,3 Mds\$**

DÉFICIT COMMERCIAL EN 2022

Service Économique de Jérusalem

## ÉGYPTE

### 1. VERSEMENT DE LA 2<sup>ÈME</sup> ET DERNIÈRE TRANCHE DES FONDS DANS LE CADRE DE L'ACCORD DE RAS EL HEKMA.

Le Premier Ministre égyptien a [annoncé](#) le 15 mai 2024 la réception de la seconde tranche de 20 Mds USD des fonds dans le cadre de l'accord Ras El Hekma, composé de 14 Mds USD de capitaux entrants et 6 Mds USD de dépôts des EAU à la Banque Centrale d'Égypte. L'accord historique avait été signé le 23 février 2024 pour un montant de 35 Mds USD avec le Fonds souverain émirien d'Abu Dhabi ADQ dans le cadre du projet de développement de Ras El Hekma. Le premier versement de 15 Mds USD cinq jours après la signature, avait eu un impact direct sur les marchés qui s'était notamment traduit par une appréciation de la livre sur le marché parallèle (de 70 EGP/USD à 50 EGP/USD).

### 2. PRÉVISIONS DIVERGENTES SUR LES CONSÉQUENCES DES PERTURBATIONS EN MER ROUGE SUR LES REVENUS DU CANAL DE SUEZ.

Malgré les perturbations du trafic sur le canal de Suez résultant des attaques des Houthis sur les navires en mer Rouge depuis le début du conflit Israël/Hamas, l'autorité du canal de Suez prévoit d'atteindre 9 Mds USD de revenus sur l'exercice 2024/25, des résultats légèrement inférieurs aux chiffres records de l'exercice 2022/23 (9,4 Mds USD). Le 25 mars 2024, le Premier Ministre égyptien Moustafa Madbouly annonçait pourtant une baisse de 50 % des revenus du canal de Suez depuis le début de l'année 2024 (par rapport à la même période l'année précédente), pesant ainsi sur l'économie égyptienne, les revenus du canal de Suez représentant la troisième source de devises du pays. Un récent [rapport](#) du Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) prévoit quant à lui une baisse des revenus du canal de Suez et du tourisme pour 2023/24 et 2024/25 allant de 9,9 Mds USD à 13,7 Mds USD selon la durée total du conflit (9 mois à un an).

### 3. BAISSÉ DES RÉMUNÉRATIONS DES DÉPÔTS DE COURT TERME.

Banque Misr et National Bank of Egypt (NBE) ont annoncé le 13 mai 2024 vouloir supprimer l'émission de certificats de dépôt à un an à haut rendement (jusqu'à 27 %), émis depuis le début de l'année 2024, et les remplacer par des certificats à rendements inférieurs. Pour mémoire, ces certificats avaient attiré 11 Mds EGP (356 M USD - taux de change à fin janvier 2024) dès les premières 24 heures. Parallèlement, Banque du Caire a [lancé](#) le 15 mai

2024 un nouveau certificat de dépôt à trois ans à rendement variable jusqu'à 27 %. De surcroît, après avoir introduit en avril dernier un nouveau mécanisme garantissant l'acceptation de toutes les offres soumises par les banques commerciales lors des enchères hebdomadaires à taux fixe, la Banque Centrale d'Égypte a [accepté](#) le 14 mai 2024 un montant record d'offre de 1 100 Md EGP (22 Mds USD) : il s'agit du plus grand retrait de liquidités du système bancaire national.

### 4. QATARENERGY ACQUIERT UNE PARTICIPATION DE 40% DES GISEMENTS DE GAZ OFFSHORE CAIRO ET MASRY.

QatarEnergy a [signé](#) le 12 mai 2024 un accord d'affermage (contrat dans lequel le propriétaire d'un bien en confie l'exploitation) avec ExxonMobil pour acquérir une participation de 40 % dans deux blocs d'exploration au large de l'Égypte. Les gisements offshore « Cairo » et « Masry » situés dans le delta du Nil avaient été attribués à ExxonMobil en janvier 2023, qui conserve donc une participation majoritaire de 60 % dans les deux concessions. Cette acquisition intervient alors que la production de gaz égyptien a atteint son niveau le plus bas depuis 2017, en raison de la chute de la production du méga champ gazier Zohr, opéré par ENI. En avril 2024, le pays a d'ailleurs été contraint de reprendre ses importations de GNL, pour la première fois en six ans, afin de répondre à une demande intérieure croissante.

## IRAK

### 1. DES SOCIÉTÉS CHINOISES REMPORTENT 10 LICENCES D'EXPLORATION/EXPLOITATION DE CHAMPS PÉTROLIERS IRAKIENS.

Des sociétés chinoises (Zhenzhua Oil, CNOOC, Anton Oil, UEG, Geo-Jade, ZPEC, Sinopec) ont remporté [dix des treize champs pétroliers et gaziers](#) pour lesquels des licences ont été accordées par le ministère du Pétrole du 11 au 13 mai 2024. Les trois autres champs ont été octroyés au groupe kurde KAR. Au total, 29 champs étaient proposés – 16 d'entre eux n'ont donc pas trouvé preneur. Certaines licences ont été octroyées pour le volet exploration, d'autres pour l'exploitation des champs. D'après le ministère du Pétrole, ces champs, une fois développés, permettront de produire près de 10 M m<sup>3</sup>/jour de gaz (la production nationale actuelle est estimée à 26 M m<sup>3</sup>/jour) et plus d'un million de barils/jour de pétrole (la production actuelle se situe autour de 4,3 M barils/jour). Malgré leur pré-qualification pour le cycle d'octroi des

licences, les majors (BP, Shell, Eni et TotalÉnergies) n'ont pas remis d'offre.

## 2. RENFORCEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE L'IRAK ET L'ITALIE.

La SACE, agence italienne de crédit à l'export, a signé un accord-cadre avec la TBI afin de soutenir les projets portés par des entreprises italiennes avec le secteur privé irakien à hauteur de 1 Md€ avec la mise en place de garanties souveraines irakiennes. En parallèle, l'Italie et l'Irak ont signé 5 protocoles d'entente d'une valeur totale de 775 M€. Parmi eux figurent, la construction d'un complexe sidérurgique par Danieli, d'une usine de fabrication de produits en verre par FalorniTech, d'une usine de production de médicaments par Tecno Electric et Csv Life Science Group, d'une usine de production de verre par Bottero et d'une usine pour l'industrie agroalimentaire par B2firms. Des accords similaires seraient en cours de discussion avec le Japon et l'Allemagne.

## IRAN

### 1. INVESTISSEMENT INDIEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PORT DE CHABAHAR.

Suite aux accords signés en 2014 et 2016 pour le développement du port de Chabahar, un nouvel accord entre l'Organisation des Ports et de la Navigation (PMO) et la société Indian Ports Global Limited (créée en 2015 pour le projet du port de Chabahar), filiale de la société gouvernementale Sagarmala Development Company, a été établi le lundi 13 mai. Il remplace les deux anciens accords et prévoit un investissement total de 370 M\$, dont 120 M\$ pour l'acquisition d'équipements et 250 M\$ - sous forme de prêts - pour les infrastructures de transport. Les deux principaux objectifs de ce projet côté indiens seraient i) une meilleure connexion avec le marché iranien et ii) un terminal vers l'Asie centrale. Au cours des neuf dernières années, environ 85 M\$ ont été investis par cette société et depuis 2018, elle a traité 90 000 EVP de fret conteneurisé et plus de 8 Mt d'expéditions en vrac. Le développement du port dépend également de la construction de la voie ferrée Chabahar-Zahedan, qui relierait le port au réseau ferroviaire national, puis à la frontière avec le Turkménistan. Cela s'inscrirait dans le corridor de transport Nord-Sud, projet de transport multilatéral de 7200 km entre l'Inde, l'Iran, l'Afghanistan, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Russie, l'Asie centrale et l'Europe. Les exportations indiennes vers l'Europe via le port de Chabahar

seraient réduites de 15 jours par rapport à la route actuelle du canal de Suez.

### 2. ÉCHEC DE LA 2<sup>ÈME</sup> SÉANCE D'ÉMISSION D'OBLIGATIONS EN 2024/2025.

La société de courtage de la Banque Centrale a organisé, pour le compte du Ministère des Affaires Économiques et Financières, la deuxième séance d'émission de *Murabaha* par voie d'adjudication ouverte. Aucun établissement bancaire n'a participé et aucun titre n'a été vendu sur l'Iran Fara Bourse (marché secondaire). Les titres proposés étaient assortis d'un coupon biannuel de 27,9% à 28,8% pour des maturités allant de 14 à 36 mois. Lors de la première séance, seul un établissement bancaire aurait acquis des titres pour une valeur de 660 Mds IRR (1,1M\$ au taux du marché libre). De plus, depuis la semaine dernière, les Bons du Trésor AKHZA, ayant une maturité inférieure à 12 mois, ont été offerts avec un taux d'intérêt de plus de 30% car les titres proposés à un taux inférieur n'avaient pas trouvé preneur. Les Bons du Trésor AKHZA, par nature, ne sont pas vendus au marché secondaire mais directement alloués aux créanciers non-étatiques adjudicataires de marchés publics, au titre de remboursement des dettes contractées par l'État envers eux. Au total, cette situation révèle que le marché n'accepte désormais plus les taux inférieurs à 30% annuels pour les titres proposés par l'État.

## ISRAËL

### 1. L'INFLATION S'APPROCHE DU SEUIL DES 3%.

Après une hausse de 0,8% en avril, le taux d'inflation en glissement annuel s'établi à 2,8%. Les prix des appartements, qui ne font pas partie de l'indice des prix, sont également en hausse (+ 3,1% au T1 par rapport au trimestre précédent).

La Banque d'Israël maintient son taux directeur à 4,5% car son inquiétude repose principalement sur l'isolement géopolitique d'Israël. La poursuite et l'intensification du conflit pourrait accélérer la hausse des prix par des limitations de l'offre et par l'affaiblissement du shekel. L'augmentation des prix des matières importées est aussi la résultante de coûts de logistiques plus élevés depuis la guerre et, récemment, de la suspension des relations commerciales entre la Turquie et Israël.

### 2. ACCÉLÉRATION DES CONSTRUCTIONS DE GRANDE HAUTEUR À TEL AVIV.

Alors que la première tour du pays (31 étages) fut achevée en 1965, le nombre d'immeubles de grande hauteur à Tel Aviv (450 000 habitants, soit

l'équivalent de la zone métropolitaine de Grenoble), a crû de manière accélérée ces dix dernières années. On en recense déjà plusieurs dizaines (le record est de 238 m) et 7 immeubles de plus de 90 étages sont en construction (le plus ambitieux est de 520 m). Cette évolution vers le ciel va se poursuivre, poussée par la demande de bureaux et d'appartements dans le grand Tel Aviv (3,5 millions d'habitants soit l'équivalent de Varsovie). La majorité des projets sont situés le long de l'axe de transport nord sud (autoroute, voie ferrée, voie de tramway et bientôt métro), la limitation de la circulation automobile est programmée.

## JORDANIE

### 1. MOODY'S RÉVISE À LA HAUSSE LA NOTE SOUVERAINE DE LA JORDANIE DE « B1 » À « Ba3 » AVEC UNE PERSPECTIVE STABLE.

L'agence de notation Moody's a annoncé l'amélioration de la note de crédit à long terme (long-term credit rating) de la Jordanie, qui passe de « B1 » à « Ba3 » avec une perspective stable. Il s'agit de la première augmentation enregistrée par Moody's pour le Royaume depuis 21 ans. L'agence justifie sa notation par l'efficacité des politiques budgétaires, monétaires et d'atténuation des risques économiques déployées par le gouvernement jordanien ces trois dernières années malgré les multiples chocs externes observés. L'agence Ficht Ratings a quant à elle réaffirmé la note de défaut émetteur à long terme en devise étrangère (Long-Term Foreign-Currency Issuer Default Rating - IDR) à "BB-" avec une perspective stable. Elle justifie le maintien de sa notation par la résilience économique du pays. La notation de Fitch reste néanmoins contrainte par la dette publique élevée, la faible croissance (2,3 % en 2024 selon Fitch Ratings), les risques géopolitiques régionaux, le rebond attendu du déficit du compte courant en 2025, une dette extérieure nette élevée ainsi que le besoin de réforme budgétaire, notamment pour NEPCO.

### 2. HAUSSE DES TRANSFERTS DE FONDS DES TRAVAILLEURS JORDANIENS EXPATRIÉS AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024.

Selon des données préliminaires de la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les transferts de fonds des travailleurs expatriés jordaniens auraient enregistré une hausse, au premier trimestre (T1) 2024, de +4,2 % en glissement annuel (g.a.), pour atteindre 863 M USD, contre 828,2 M USD au T1 2023.

### 3. PROLONGATION DES MESURES FISCALES POUR LIMITER LA HAUSSE DU COUT DU FRET MARITIME.

Le cabinet du Premier Ministre a annoncé la prolongation des exonérations de droit des douanes et de taxes sur le fret maritime jusqu'au 30 juin 2024. Le gouvernement a introduit ces mesures le 21 janvier dernier pour freiner la hausse des prix des produits de base importés dans le pays. Pour rappel, au T1 2024, le port d'Aqaba a enregistré une baisse des arrivées et des départs de conteneurs respectivement de -20 % et -29 % en glissement annuel (g.a.).

### 4. CONCLUSIONS DE LA PREMIÈRE REVUE DU NOUVEL EFF.

Le Fonds monétaire international (FMI) a présenté le 12 mai ses conclusions à l'issue de la première revue du mécanisme élargi de crédit (Extended Fund Facility – EFF). Le FMI a salué les performances robustes de l'économie jordanienne malgré la situation régionale très incertaine. La baisse, en 2023, du déficit courant à -3,5 % du PIB et des pertes de NEPCO à 1,3 % du PIB ainsi que la maîtrise de l'inflation autour de 2 %, ont notamment été soulignées. Les prévisions de croissance pour 2024 ont toutefois été revues à la baisse : +2,4 % contre +2,6 % lors des dernières prévisions. La dette publique devrait quant à elle s'élever à 113,7 % du PIB en 2024 (89,5 % hors dette détenue par le SSIF).

## LIBAN

### 1. BAISSÉ DU DÉFICIT DES COMPTES COURANTS EN 2023.

D'après les derniers chiffres de la balance des paiements publiés par la Banque du Liban, le déficit courant s'est élevé à 5,6 Mds USD en 2023, en baisse de 22,3% par rapport à 2022 (-7,3 Mds USD). Cette baisse est due à une légère résorption du déficit commercial (-6,6%, -12,7 Mds USD) et une légère hausse des envois de fonds des expatriés (+4,1%, 6,7 Mds USD). On observe toutefois une diminution des recettes touristiques nettes (-19%, 1,7 Mds USD). En parallèle, le compte financier affiche un excédent de 3,4 Mds USD, contre +5,6 Mds USD en 2022. Enfin, les dons étrangers baissent depuis 2019, provoquant ainsi une baisse de l'excédent du compte de capital (-60%, 610 M USD), qui atteint son niveau le plus bas depuis 2020.

## PALESTINE

### 1. BILAN DE LA BOURSE DE PALESTINE AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024.

La Bourse de Palestine (PEX) a dévoilé ses résultats commerciaux et financiers pour le premier trimestre 2024 : le bénéfice net a atteint 49 000 USD contre 265 000 USD pour la même période en 2023, soit une baisse de 81 %.

Cette chute des bénéfices est due à la forte baisse des valeurs et des volumes de transactions, puisque la valeur des transactions a atteint 22 M USD à la fin du premier trimestre de cette année contre 98 M USD pour la même période de l'année dernière, soit une baisse de 78%.

L'indice de Jérusalem a baissé au cours du premier trimestre de cette année de 7,8 %, tandis que la capitalisation boursière est passée d'environ 4,6 mds USD à 4,3 Mds USD, soit une baisse de 6,6 %.

### 2. AUGMENTATION DES CHÈQUES SANS PROVISION AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2024.

Le pourcentage de chèques sans provision a augmenté dans les territoires palestiniens au cours du premier trimestre de cette année, de plus de 11 %, contre 6,5 % à la même période l'année dernière. Une enquête sur les données officielles de l'autorité monétaire palestinienne (PMA) a montré que la valeur des chèques sans provision au cours du premier trimestre de cette année s'élevait à 541,7 M USD sur un total de 4,94 Mds USD de la valeur des chèques en circulation pour la même période.

La PMA en a attribué la raison à la guerre en cours dans la bande de Gaza et à son impact sur de nombreux secteurs économiques à Gaza et en Cisjordanie.

### 3. PROMESSES DE 2,7 MD\$ DE DONS EN SOUTIEN À GAZA.

Lors la neuvième édition de la Conférence internationale sur l'efficacité de la coordination sur l'aide humanitaire, accueillie par l'État du Koweït, des dons d'un montant de 2,7 Mds USD ont été annoncés, en faveur de la bande de Gaza.

Les participants à la conférence, organisée par l'Organisation internationale islamique de bienfaisance (IICO) et l'agence de coordination humanitaire des Nations Unies (OCHA), ont déclaré que les fonds seraient répartis sur deux ans, en mettant l'accent sur les secours, les abris, la reconstruction, la santé, l'éducation et l'autonomisation économique.

Outre les institutions koweïtiennes, Qatar Charity, la Fondation turque de secours humanitaire, l'Organisation islamique de secours à Birmingham, Good Foundation en Grande-Bretagne, ainsi que des organismes gouvernementaux et officiels et plusieurs organisations caritatives et humanitaires, figuraient parmi les participants à la conférence des donateurs, selon un communiqué publié par OCHA.

## SYRIE

### 1. LE RÉGIME SYRIEN LIBÉRALISE LE SECTEUR DU TABAC

Le gouvernement syrien a ouvert le secteur du tabac aux investissements privés. Cette décision récente met fin à plusieurs décennies de monopole d'État sur la récolte, la production et le commerce du tabac.

La libéralisation du commerce du tabac, l'un des rares secteurs rentables tout au long du conflit, renforce la stratégie du régime consistant à favoriser le secteur privé et démontre également les fragilités du secteur public intervenant dans les activités économiques.

La production de tabac s'est en effet contractée, passant de 14 200 tonnes en 2021 à 9 600 tonnes en 2022, selon le Bureau central des statistiques.

Le 5 mai, le président syrien a ainsi publié le décret législatif n°16 autorisant la participation du secteur privé dans tous les pans d'activité de l'industrie du tabac, notamment l'achat du tabac aux agriculteurs, la fabrication et la commercialisation de cigarettes. Cette ouverture au secteur privé vise également à abaisser les barrières réglementaires et favoriser l'investissement.

L'Organisation générale du tabac (GOT) supervise la production, l'importation et l'exportation du tabac du pays, avec notamment l'implantation de plusieurs usines et points de vente à Lattaquié, Damas, Hama et Alep. Avant la guerre, le gouvernement turc détenait une licence pour produire deux marques internationales, Gitanes et Lucky Strike, tout en produisant plusieurs marques locales comme Al-Hamra et Al-Sharq. En 2021, des discussions étaient en cours pour la production des marques Marlboro et Winston, mais les discussions n'ont pas abouti. Les champs de tabac sont majoritairement situés dans la région côtière du pays.

## PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (Mds USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,6	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	35,7	4,0	30,9	3,0	1,6	70,4	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	47,4	n/a	39,6	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

\* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS  
**A1** TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : [beyrouth@dgtresor.gouv.fr](mailto:beyrouth@dgtresor.gouv.fr)